

COMPTE-RENDU DE LA SESSION "EUROPE ÉCONOMIQUE ET BUDGÉTAIRE" DU 19 JANVIER 2024

CHLOÉ TIXIER, PROMOTION 2023-2024 DE L'ACADÉMIE NOTRE EUROPE

À l'occasion de cette cinquième session consacrée à l'Europe économique et budgétaire, les membres de l'Académie Notre Europe ont été reçus à la Banque de France pour évoquer les enjeux économiques qui seront au cœur des débats lors des élections européennes de juin. François Villeroy de Galhau, Gouverneur de la Banque de France, nous a exposé sa vision et les défis à venir pour l'Europe.



François Villeroy de Galhau

Gouverneur de la
Banque de France

François Villeroy de Galhau est gouverneur de la Banque de France depuis 2015. Il est également membre du Conseil des Gouverneurs de la Banque Centrale Européenne (BCE), Président de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) et, depuis janvier 2022, Président de la Banque des Règlements Internationaux (BRI). Ancien élève de l'ENA et inspecteur des finances, il entre en 1988 à la direction du Trésor puis devient conseiller européen du Premier ministre Pierre Bérégovoy. De 1997 à 2000, il est directeur de cabinet du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. En 2003, il devient PDG de Cetelem, puis occupe différentes fonctions au sein de la banque BNP Paribas en France. Il a publié plusieurs livres tout au long de sa carrière, notamment *L'espérance d'un Européen* et *Retrouver confiance en l'économie* (Odile Jacob, 2014 et 2021).

Les défis économiques dans les prochains mois et années à venir

François Villeroy de Galhau tient d'abord à rappeler que les prochaines élections européennes ne se joueront pas uniquement sur les enjeux économiques, mais aussi sur les enjeux géopolitique et migratoire. Selon lui, il y a **trois transformations économiques** à réussir :

- **La transition climatique** : il faut passer aux énergies non fossiles pour des questions avant tout climatiques, mais c'est aussi un enjeu colossal d'indépendance pour l'Union européenne qui est aujourd'hui dépendante de l'importation d'énergies fossiles – nous avons tiré les leçons de la guerre en Ukraine. Le développement des énergies renouvelables est donc aussi un enjeu de souveraineté énergétique pour l'UE.
- **La transition numérique** : nous devons d'abord combler notre retard vis-à-vis des États-Unis et de la Chine. Devant nous arrive un énorme bouleversement, l'intelligence artificielle, qui changera le monde du travail et certaines professions mais pourrait parallèlement stimuler la productivité.
- **La transformation du travail** : d'un point de vue français, la transformation du travail passe souvent par l'objectif de plein emploi et la lutte contre le chômage, mais il y a également des défis communs à relever au sein de l'ensemble de l'Union européenne. D'abord, le défi démographique : le manque de bras et de cerveaux va se poser, ce qui va limiter la croissance. Ensuite, la question difficile de la motivation et du sens du travail, notamment chez les jeunes. La crise de Covid-19 peut changer les motivations des salariés, en particulier avec le renforcement du télétravail. Bien que ce ne soit pas facile de répondre à ces demandes, les entreprises devront les prendre en compte et modifier leur vision.

Pour répondre à ces transformations et défis pour l'Union européenne, il existe selon lui **trois leviers**.

- **Le marché unique** : selon le gouverneur de la Banque de France, on a tendance à considérer que c'est un héritage glorieux du passé, qu'on laisse un peu de côté, mais il reste un potentiel à exploiter. Il y a encore beaucoup de limites à la circulation des personnes, des biens et des services. Selon une étude du FMI, si nous allons au bout du potentiel du marché unique européen, on pourrait gagner jusqu'à 7% de PIB européen. Se pose également la question des aides d'État : il considère nécessaire que les entreprises étrangères puissent venir implanter leurs usines en Europe mais il faudrait alors rétablir le contrôle des aides d'État pour éviter la surenchère au profit des investisseurs extra-européens.
- **L'union des marchés de capitaux** : les transformations mentionnées vont coûter plusieurs centaines de milliards d'euros par an, climat et investissement numérique étant celles nécessitant le plus de capital. Comment financer ces changements essentiels ? La réponse se trouverait dans l'épargne privée en Europe. L'excédent d'épargne y était estimé à 370 milliards d'euros l'année

dernière, soit presque 3% du PIB européen. Mais cette épargne est majoritairement investie hors-UE. Pour bien l'utiliser, il faudrait un système financier européen qui transcende les frontières, qui transforme l'épargne en investissement.

- **Le budget européen** : la dette publique est encore trop élevée et ne cesse de grimper, ce qui est un problème pour les générations futures qui devront payer la facture. Le secteur public ne peut à lui seul financer les différentes transformations, et l'UE doit de son côté retrouver une stabilité financière tout en s'accordant sur une certaine marge de manœuvre. Un accord a été trouvé sur un cap budgétaire de moyen terme mais il faut désormais choisir des priorités et investir plutôt dans des dépenses d'avenir comme le climat.

Au XX^e siècle, l'Europe a réussi à rendre compatibles la croissance économique et la justice sociale. Au XXI^e siècle, il faudra rendre compatibles l'économie et l'écologie.

Le couple franco-allemand

Selon François Villeroy de Galhau, le couple franco-allemand n'est pas au mieux de sa forme aujourd'hui, les problèmes domestiques ayant tendance à être écrasants, notamment du côté allemand. D'après lui, il faut dépasser cela : si nous ne nous entendons pas, alors nous n'existons plus.